



EDITORIAL

DEFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT

Après avoir organisé, le 15 juillet, une table ronde avec les différents « partenaires sociaux », Pierre Mauroy les reçoit actuellement à tour de rôle afin d'étudier les modalités de sortie du blocage des salaires et des prix au 31 octobre prochain.

La première question à se poser avant d'examiner les projets du gouvernement, est de savoir quelles auront été les conséquences du blocage et pour qui.

Le gouvernement vient de se féliciter de l'indice INSEE des prix de juillet (0,3%). Mais celui-ci ne doit pas faire illusion. D'abord parce qu'il s'agit du même indice truqué qu'avant le 10 mai 81, élaboré par Giscard-Barre pour sous-estimer l'augmentation réelle des prix pour les familles ouvrières et populaires. Ensuite, parce que l'INSEE ne procède pas à de nombreux relevés en juillet-août. L'indice des prix CGT a d'ailleurs augmenté de 1% en juillet. Les prix auront donc augmenté moins vite pendant le « blocage », mais quand même de 2 à 3% pour les travailleurs. Pendant ce temps, les salaires sont bien bloqués. Dans la fonction publique, les hausses prévues le 1^{er} juillet, qui n'étaient que des rattrapages des hausses de prix du printemps, ont été annulées. Et dans le secteur privé, le patronat était son intransigence habituelle sur les directives du gouvernement. Les allocations familiales n'ont augmenté que de 8,2% au 1^{er} juillet, alors que la hausse des prix était de 14% depuis la précédente revalorisation.

On pourrait prendre bien d'autres exemples, comme la cotisation chômage que le gouvernement veut imposer aux fonctionnaires : ce sont les travailleurs qui auront subi directement les principales conséquences du blocage des salaires et des prix, par la baisse de leur pouvoir d'achat, qui a déjà contraint bien des familles populaires à annuler ou raccourcir leurs vacances et à voir avec inquiétude arriver la rentrée scolaire.

En même temps que le pouvoir d'achat des travailleurs diminue, ce que ne nie pas le gouvernement, les profits capitalistes augmentent, n'en déplaise aux lamentations de M. Gattaz. Celui-ci ne cherche ainsi qu'à obtenir de nouvelles concessions en faveur des forces du grand capital, après les 20 milliards de cadeaux obtenus au lendemain des cantonales et un blocage de 4 mois des salaires que n'avaient jamais osé Giscard et Barre. Il exige maintenant que les salaires ne rattrapent pas la hausse des prix des derniers mois.

Les projets actuels du gouvernement ne prévoient ce rattrapage qu'étalé jusqu'à fin 83. Une telle mesure reviendrait non seulement à entériner la baisse du pouvoir d'achat de l'été, mais l'aggraverait encore. Ce serait une politique d'austérité pour les travailleurs, une gestion de la crise sur leur dos. Cela ne pourrait qu'accroître leur déception et leur démobilisation, conduire la gauche à l'impasse, à l'échec.

Défendre le pouvoir d'achat des travailleurs, revaloriser le SMIC selon les revendications de l'avant 10 mai 81, imposer le rattrapage immédiat du pouvoir d'achat et sa progression pour les bas et moyens salaires, c'est contribuer à s'attaquer aux profits, aux forces du grand capital, au patronat et à la droite. La mobilisation, le rassemblement, l'action des travailleurs peut l'imposer. Tel est l'un des enjeux de la « sortie du blocage ».

Pierre BAUBY

LIBAN:

TOUJOURS SOUS LA BOTTE ISRAËLIENNE

ELECTION DE GEMAYEL

Le 23 août, Bachir Gemayel, chef des milices chrétiennes des Forces libanaises, a été élu président du Liban par 57 voix sur 92, le quorum étant obtenu de justesse. La quasi majorité des députés des communautés musulmanes a boycotté l'élection.

On peut sérieusement douter que Gemayel devienne l'artisan d'un « Etat uni, indépendant et libre » comme l'a prétendu le ministère des Affaires étrangères israélien. Pour plusieurs raisons :

- Bachir Gemayel, « allié privilégié » du gouvernement Begin, n'a principalement dû cette élection qu'à la présence des chars israéliens sur le territoire du Liban;
- Bachir Gemayel, chef d'une fraction armée libanaise, ayant commis de sinistres exactions depuis huit années, n'est nullement habilité à représenter l'ensemble de la communauté nationale libanaise.

Président du Liban, Bachir Gemayel ou « proconsul libanais » des forces sionistes d'occupation ?

L'éditorialiste du *Réveil*, organe officieux des phalangistes, demande à cor et à cri « l'élimination pure et simple » des camps palestiniens au Liban. Avec l'élection d'un des leurs comme président du Liban, de graves menaces pèsent sur les peuples palestinien et libanais.

PROVOCATIONS ISRAËLIENNES

La mise en application du plan Habib est émaillée de provocations nombreuses de l'armée israélienne : non évacuation du port de Beyrouth à l'arrivée de la force française d'interposition, obstacle à l'embarquement de femmes et d'enfants de combattants, photographie des combattants évacués...

Le gouvernement et l'armée sionistes continuent la politique de force et du fait accompli...

Plus que jamais la solidarité active avec les peuples, palestinien et libanais est nécessaire.

ATTENTION!

Tout courrier à PCML Flash, au PCML doit être adressé à :

PRESSE D'AUJOURD'HUI

B.P. 90

75962 Paris Cedex 20

Tél. 16 (1) 366 71 53

LE PCML ECRIT A MICHELE COTTA

Après la nomination des 9 membres du Haut Comité de l'Audiovisuel, le PCML a écrit le 23 août à sa présidente, Michèle Cotta : « Vous aurez à veiller au respect du pluralisme et à l'expression des différentes familles de pensée et des partis politiques. Il y a, en ce domaine, beaucoup à faire pour permettre l'expression de tous les courants politiques, des différentes forces ouvrières et populaires. Vous n'êtes pas sans savoir que jusqu'à présent, nous n'avons quasiment aucune possibilité d'exprimer nos positions ni de rendre compte de nos activités dans les grands média audiovisuels, malgré les multiples démarches et informations de notre part ».

Le PCML sollicite un entretien avec Michèle Cotta sur cette question, dans l'esprit du pluralisme voulu par le législateur.

RENTREE DES CLASSES

La rentrée des classes est un moment difficile pour les familles populaires : il faut « équiper » les enfants pour la rentrée, acheter les fournitures scolaires. Or, une dérogation au blocage des prix a été accordée pour les fournitures scolaires pouvant être majorées de 4 à 7%. C'est un coup au pouvoir d'achat des familles, déjà entamé. Un blocage strict des prix des fournitures, des vestiaires, de l'outillage nécessaire à l'enseignement technique s'impose de toute urgence. La CGT l'a demandé dans une lettre au ministère de la Solidarité.

De manière plus générale, des mesures concrètes sont nécessaires pour que l'école soit au service des besoins des travailleurs, dont :

- la gratuité effective pour les fournitures, le matériel, les manuels, les transports et les activités scolaires ;
- la scolarisation des enfants, tant dans les villages que dans les villes dès deux ans ;
- des effectifs réduits par classe permettant un enseignement de qualité ;
- l'accroissement des moyens en personnel éducatif et de service et en équipement.

D'autres mesures et réformes en cours doivent être envisagées. Notre numéro de *Travailleurs* abordera ces questions dans un dossier consacré à la Fédération des Conseils de Parents d'Élèves (FCPE). L'organisation des parents d'élèves, leur mobilisation et leur action sont en effet des conditions indispensables pour des changements profonds en matière d'éducation.

IVG: REMBOURSEMENT REPORTE...

Le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) par la Sécurité sociale, engagement pris par François Mitterrand avant le 10 mai, réaffirmé solennellement le 8 mars dernier et promis pour le 1^{er} septembre 82, est reporté... à une date non précisée.

Les raisons financières d'économie invoquées (250 millions de F), de peu de poids dans le déficit général de la Sécurité sociale, sont bien peu convaincantes au regard des difficultés et de la détresse qui, une fois encore, vont toucher en premier lieu les femmes et les jeunes du peuple qui, pour beaucoup, continueront à utiliser le recours à l'avortement dans les pires conditions.

Les arguments de P. Beregovoy selon lesquels il « est souhaitable de rechercher le plus large consensus des différentes composantes de la société française » dans le domaine des mœurs, « quand le dossier est délicat et la solution controversée », sont fort surprenants et inquiétants. Le ministre des Affaires sociales remettrait-il en cause le droit des femmes à l'interruption volontaire de grossesse? Que pense de cette déclaration Mme Roudy, ministre des Droits des femmes?

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F
6 mois : 80,00 F

ELECTIONS PRUD'HOMALES

C'est le 8 décembre prochain qu'auront lieu les élections pour le renouvellement des conseillers prud'homaux. Mais pour être électeur, il faut que les patrons inscrivent leurs salariés auprès des mairies des communes où se trouvent leurs établissements. La date limite initialement prévue pour ces inscriptions était le 31 juillet. La CGT a réussi à obtenir son report au 10 septembre.

Il faut mettre à profit ce délai pour contraindre les patrons à inscrire tous leurs salariés. Rappelons que ceux-ci ont le droit d'exiger la preuve de leur inscription.

En bref... En bref...

• Plusieurs centaines de victimes, 8 millions et demi de sinistrés, tel est le bilan d'inondations catastrophiques survenues dans la province de Sichuan en Chine. C'est une nouvelle épreuve pour le peuple et le gouvernement chinois dans leur bataille pour maîtriser les calamités naturelles de leur vaste pays.

• Le mensuel martiniquais *Asé Pléré An Nou Lité* et *Le Magazine guadeloupéen* d'août traitent du projet d'assemblée unique dans les prétendus départements d'outre-mer. L'éditorialiste du *Magazine guadeloupéen* indique que « les socialistes français comme leurs prédécesseurs giscard-gaullistes sont des fervents partisans de l'unité "nationale", ils n'envisagent pas la France sans ses colonies, qu'on se le dise ». C'est chose faite. Il faudra bien — et le plus tôt sera le mieux — reconnaître aux peuples des soi-disant DOM TOM leur droit imprescriptible à l'indépendance.

• 19 août : des résistants ont attaqué l'ambassade d'Union soviétique à Kaboul ; la lutte contre l'occupation impérialiste soviétique continue.

BLOC-NOTES

• Plusieurs messages ont été envoyés par le Secrétariat politique du PCML à l'occasion de différents congrès tenus cet été :

- message aux congrès des organisations de travailleurs, d'étudiants et de femmes érythréens en Europe, qui se tenaient le week-end du 15 août à Bologne, en Italie ;
- message au meeting de Dusseldorf du Parti marxiste-léniniste d'Allemagne de l'ouest, du 21 août ;
- message au XII^e Congrès du Parti communiste chinois.

• Un message du PCML a été envoyé au rassemblement organisé par le MRAP, place de l'Etoile à Paris, le 24 août, auquel le PCML a appelé. Ce message précise que : « Le crime de la rue des Rosiers, l'assassinat d'un enfant algérien dans la banlieue lyonnaise, les agressions anti-maghrébines en Corse, montrent la nécessité d'une lutte accrue contre toutes les formes de racisme et des initiatives de l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire ».

• Un communiqué de presse sur les résultats des élections corses du 9 août a notamment souligné que « le score réalisé par la liste autonomiste de Siméoni manifeste la volonté croissante des Corses de régler eux-mêmes leurs affaires » et que ce résultat montre « les insuffisances » du nouveau statut.